



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

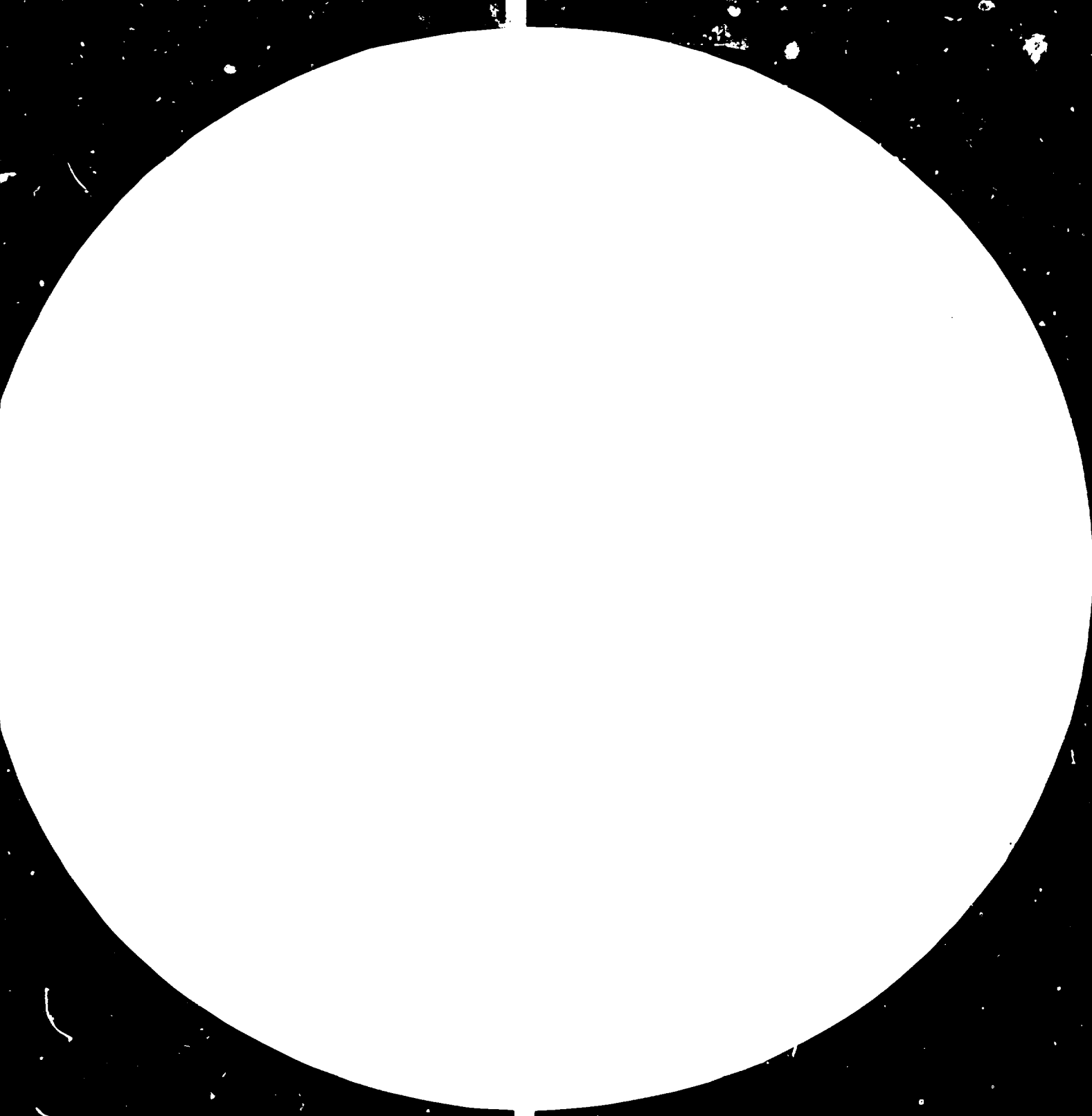
FAIR USE POLICY

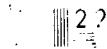
Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





Model 1000
5000

Model 1000
5000



11606-F



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Distr. LIMITEE

ID/WG.377/4
5 juillet 1982

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Première Consultation sur le financement
industriel

Madrid (Espagne), 18-22 octobre 1982

**QUESTION No 1 : Y A-T-IL UNE INSUFFISANCE QUANTITATIVE
ET QUALITATIVE DES FLUX FINANCIERS EXTERIEURS
REQUIS POUR L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL.
DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ?***

Document établi par
Le Secrétariat de l'ONUDI

~~003094~~

003095

* Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

V.82-28432

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. PERSPECTIVES	1 - 2	3
II. TENDANCES DES FLUX FINANCIERS INTERNATIONAUX	3 - 23	4
Financement étranger dans les pays en développement	3 - 11	4
Nécessité d'une action internationale pour accroître les flux de capitaux	12 - 13	11
Points à examiner concernant l'offre de financement	14	12
La demande de capitaux internationaux : perspectives pour les pays en développement	15 - 23	13
Projections des besoins des pays en développement	15 - 19	13
Considérations spéciales intéressant le secteur industriel	20 - 22	18
Points à étudier touchant la demande de financement extérieur	23	20

Question No 1 : Y a-t-il une insuffisance quantitative et qualitative des flux financiers extérieurs requis pour l'investissement industriel dans les pays en développement ?*

I. PERSPECTIVES

1. Le présent document étudie l'évolution récente des tendances des flux financiers internationaux et évalue la capacité à long terme du marché international des capitaux à s'adapter aux exigences financières des pays en développement, en particulier quant à leurs perspectives d'industrialisation. Dans le présent rapport, la définition du marché international des capitaux englobe les flux financiers à des conditions de faveur provenant de donateurs bilatéraux et d'institutions multilatérales, ainsi que les flux financiers aux conditions du marché qui transitent par les circuits classiques, c'est-à-dire établissements bancaires et marchés d'obligations. Cette large définition a été adoptée compte tenu de la structure changeante des flux financiers pendant les années 70 et des perspectives incertaines au-delà de 1980. Le marché international des capitaux a pour fonction d'orienter les flux financiers en jouant le rôle d'intermédiaire entre pays excédentaires et pays déficitaires. Tous les pays industrialisés ne sont pas excédentaires et tous les pays en développement ne sont pas déficitaires. En fait, la concurrence que se font ces deux groupes de pays pour obtenir des capitaux a beaucoup influencé les perspectives de stabilité et de croissance économique internationales. Le présent document pose des questions sur un financement extérieur insuffisant pour un niveau d'industrialisation désirable, tant pour les pays industrialisés que pour les pays en développement. Toutefois, l'accent est mis sur le fait que les perspectives de croissance des pays en développement sont assez spéciales et moins favorables que celles des pays industrialisés.

2. Les sujets de discussion définis dans le présent document concernent la capacité pour l'économie mondiale de rendre disponibles et d'orienter les fonds requis pour permettre au processus de développement de se poursuivre à la fois dans les pays en développement et dans les pays industrialisés. Ces sujets sont issus d'un certain nombre de questions que la communauté mondiale, représentée par les participants à cette Consultation, se doit d'examiner pour

* Par souci de clarté, le texte relatif à cette question a été légèrement amendé par rapport au texte adopté dans l'aide-mémoire de juin 1982.

rechercher des solutions pouvant être viables. Ils ont un élément commun fondamental - les solutions, à l'échelle mondiale, adoptées par consensus doivent fournir le maximum d'avantages pour tous, de façon réaliste, les avantages d'un groupe ne devant pas être annulés par les pertes d'un autre. Les possibilités ne sont pas considérées comme un jeu à somme nulle. Le défi du développement au-delà de 1980 tient surtout à la complexité d'un monde où l'interdépendance s'est accrue à la suite des événements des années 70. Les questions les plus importantes sont liées à la nature de l'interdépendance dans les domaines de la croissance, des échanges, de l'industrialisation et des flux financiers.

II. TENDANCES DES FLUX FINANCIERS INTERNATIONAUX

Financement étranger dans les pays en développement

3. Durant les années 60 et au début des années 70, les capitaux étrangers finançaient de 10 à 20 % des investissements totaux dans les pays en développement; la plupart provenaient de sources publiques ou semi-publiques, sous la forme de dons ou de prêts à des conditions de faveur ou aux conditions du marché. Dans l'ensemble, ces transferts visaient avant tout à financer des projets de développement conformes aux priorités nationales, sous réserve des contraintes dues aux préférences des donateurs, qui ne faisaient pas nécessairement preuve de compréhension à l'égard des programmes d'industrialisation. Néanmoins, ces apports de capitaux étaient essentiellement orientés vers la croissance. Depuis 1975, les apports nets de capitaux dans le cadre de l'APD n'ont pas augmenté, à prix constants.

4. Quant aux sources privées de financement international, les investissements étrangers directs ne représentaient en 1970 qu'une petite partie des apports nets de capitaux dans les pays en développement. Par la suite, ils ont augmenté moins rapidement que les autres formes d'apports internationaux de capitaux. En fait, les participations étrangères au capital dans l'industrie des pays en développement n'ont même pas suivi le rythme de l'inflation. A prix constants, ils ont été loin de fournir une proportion constante des apports nécessaires à la croissance de ces pays.

5. Les prêts des banques commerciales privées ont connu une croissance rapide durant les années 70 et sont devenus le principal mécanisme de transfert international de capitaux, mais, comme ils sont à assez court terme, il est apparu que ce n'était pas le meilleur moyen de financement extérieur de la croissance.

6. La première chose à examiner est donc la nature et la quantité des fonds transférés vers les pays développés et les pays industrialisés par l'intermédiaire des marchés internationaux de capitaux. Durant les cinq dernières années, les fonds, sur ces marchés, sont passés de quelque 159 milliards de dollars en 1977 à un montant estimé de 340 milliards de dollars en 1981. Si les fonds imputés sur le budget des pays donateurs au titre de l'APD ont un peu augmenté (passant de 22 à 37 milliards de dollars), les capitaux privés transmis par l'intermédiaire du système bancaire et du marché des obligations ont connu une augmentation spectaculaire (voir tableau 1).

Tableau 1

Ressources du marché international des capitaux
(en milliards de dollars E.-U. courants)

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
Sources budgétaires (APD)					
OCDE	16	20	22	27	30
OPEP	6	4	6	7	7
Prêts bancaires à court terme	68	90	130	165	180
Engagements de prêts à moyen terme (nets)	34	74	69	69	89
Prêts à long terme sur le marché des obligations (nets)	<u>31</u>	<u>30</u>	<u>30</u>	<u>28</u>	<u>37</u>
Total	155	218	257	286	343
 <u>Pour mémoire :</u>					
Estimation des investissements privés directs dans les pays en développement	9	11	13	9	...

Sources : Banque mondiale, "Borrowing in International Capital Markets", Washington, 1981

Banque mondiale, "Rapport sur le développement dans le monde, 1981", Washington, 1981

FMI, "International Capital Markets 1981", document spécial No 7, Washington, 1981

OCDE, "Coopération pour le développement", Paris 1981

Le signe ... signifie que l'on ne dispose pas de données.

7. La deuxième question concerne les utilisateurs des fonds transmis par les marchés internationaux de capitaux. La majorité de ces fonds (environ 50 % des apports totaux) va vers les pays industrialisés, la part des pays en développement non pétroliers étant d'environ 40 % (voir tableau 2).

Tableau 2

Usagers des fonds des marchés internationaux de capitaux*

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
Pays industrialisés	72	82	113	154	187
Pays exportateurs de pétrole	16	25	15	11	11
Pays en développement non pétroliers					
APD	22	24	28	34	37
Autres sources	30	55	78	82	99
Autres pays	<u>15</u>	<u>22</u>	<u>23</u>	<u>15</u>	<u>9</u>
Total	155	218	257	296	343

* Les montants relatifs aux pays en développement non pétroliers sont peut-être sous-estimés, car une (petite) partie des placements et emprunts en obligations classés sous la rubrique "Autres pays" peut être rétrocédée aux pays en développement non pétroliers.

Sources : Banque mondiale, "Borrowing in International Capital Markets", Washington, 1981

Banque mondiale, "Rapport sur le développement dans le monde, 1981", Washington, 1981

FMI, "International Capital Markets 1981", document spécial No 7, Washington, 1981

8. En matière de répartition, le contraste est même encore plus net dans le cas des mouvements non officiels de capitaux. C'est ainsi que dans cette catégorie, qui représente quelque 85 % de l'ensemble des flux financiers, les pays industrialisés ont fourni entre 50 et 60 % de l'ensemble des capitaux prêtés tandis que la part des pays en développement non pétroliers s'est située entre 23 et 34 %.

9. Le troisième point porte sur le déplacement géographique des excédents et des déficits dans l'économie mondiale. Jusqu'à 1973-1974, l'essentiel des capitaux extérieurs destinés aux pays en développement a été prélevé sur l'épargne des pays industrialisés. Le premier groupe de pays a connu un déficit des comptes courants et le deuxième un excédent. Toutefois, depuis l'augmentation

du prix du pétrole en 1973-1974, les pays exportateurs de pétrole ont accumulé des fonds qui ont été recyclés dans l'économie tant des pays en développement que des pays industrialisés. Les méthodes de réajustement choisies par chaque groupe de pays, et par chaque pays pris en particulier, ont modifié les niveaux de la pénurie de ressources de ces pays. Au cours des années 70, il y a eu, pour l'ensemble des pays développés, tantôt des excédents, tantôt des déficits, en fonction des politiques d'ajustement adoptées par ces pays, visant en général à freiner la demande et la croissance économique. Toutefois, toujours en général, les pays en développement sont restés déficitaires ; en fait, ces pays n'ont pas fait un choix bien défini et ne disposaient pas des ressources nécessaires pour ajuster leur économie en adoptant une politique d'austérité et de restriction de l'augmentation de leur PNB en réduisant leurs importations. Il n'y a guère lieu de s'en étonner puisque le PIB par habitant des pays en développement était moins du dixième de celui des pays industrialisés.

10. Les excédents d'un groupe de pays se reflètent dans le déficit enregistré dans d'autres pays. Toutefois, si les échanges commerciaux et les flux financiers correspondants sont, dans l'ensemble, synchronisés, les recettes d'exportation enregistrées par un pays donné ajoutées aux emprunts contractés par ce pays peuvent ne pas suffire pour le niveau d'importations qu'il souhaite. Il n'existe aucun mécanisme assurant une bonne répartition des flux financiers entre les pays déficitaires en fonction des exigences de leur croissance ou de la nécessité d'équilibrer leur balance des paiements. Le recours à une politique de déficit extérieur n'est pas, en soi, à rejeter dans la mesure où une situation déficitaire peut entraîner un transfert de ressources réelles, d'où accélération du développement économique. Toutefois, dans la stricte réalité des faits, on constate qu'au cours des années 70 le déficit des comptes courants des pays en développement non pétroliers n'a pas, en général, été lié à leur effort de développement, c'est-à-dire qu'il ne s'est pas traduit par des importations accrues de biens d'équipement. Ces pays se sont de plus en plus heurtés aux difficultés suivantes :

- a) Augmentation des prix à payer pour les denrées alimentaires, les produits manufacturés (en particulier les biens d'équipement) et l'énergie;
- b) Diminution de la demande des produits qu'ils pouvaient exporter, due à la récession dans l'ensemble du monde, s'ajoutant à la détérioration des termes de l'échange par suite de la baisse des cours des produits de base;

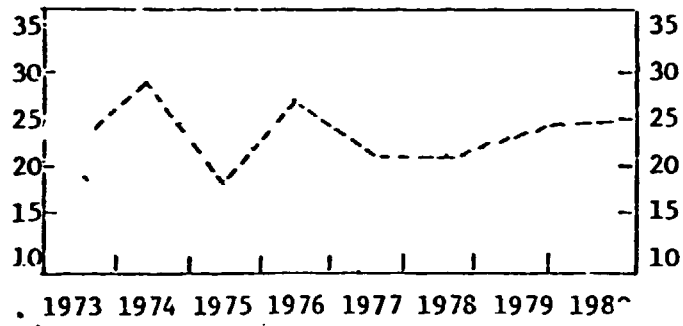
- c) Charge croissante du service de la dette extérieure, due en particulier au fait qu'en 1981 l'APD n'a collaboré au financement du déficit des comptes courants que jusqu'à concurrence de 28 %, contre 90 % en 1973.

11. Des apports financiers complémentaires seront donc nécessaires pour que les pays en développement non pétroliers puissent financer un développement accéléré. Comme on l'a dit plus haut, la part des capitaux empruntés par ces pays sur les marchés financiers internationaux n'est actuellement que de quelque 40 %. Compte tenu de la persistance de la demande des pays industrialisés en matière de prêts, il est peu vraisemblable que la part des pays en développement non pétroliers augmente beaucoup à l'avenir. C'est en tout cas ce qui découle de l'examen des tendances des flux financiers privés qui, comme on l'a dit plus haut, constituent l'élément essentiel des transferts internationaux de capitaux. Les raisons en sont les suivantes :

- a) Le montant net des crédits accordés par les établissements bancaires sur le marché financier international a augmenté à un taux annuel moyen voisin de 25 % au cours de la période 1973-1981 (tableau 1). Si le recyclage de capitaux frais par les pays excédentaires a pu permettre une telle augmentation, les risques que comporte l'octroi de prêts internationaux s'en sont trouvés accrus alors que les banques ont atteint les bornes de la prudence nécessaire. La part des créances internationales représente déjà quelque 20 % de l'ensemble des créances des banques (tableau 2). Le problème n'est pas que les pays emprunteurs seraient nécessairement devenus moins solvables mais au fait que ces emprunts occupent une place si importante dans les bilans des banques (tableau 3).
- b) Parmi les pays en développement non pétroliers, deux pays bénéficient de près de 40 % de l'ensemble des prêts accordés à ce groupe de pays, huit autres pays se partagent 30 % et 30 % sont répartis de manière inégale entre tous les autres (tableau 4). Il est difficile de prévoir que les banques concentrent davantage leur politique d'octroi de prêts en faveur des pays qui en sont actuellement les principaux bénéficiaires.

Graphique 1

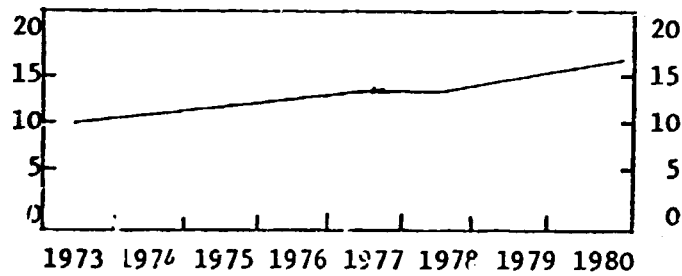
Taux de croissance des créances bancaires internationales nettes
(en pourcentage)



Source : Banque des Règlements internationaux, Bâle, juillet 1981.

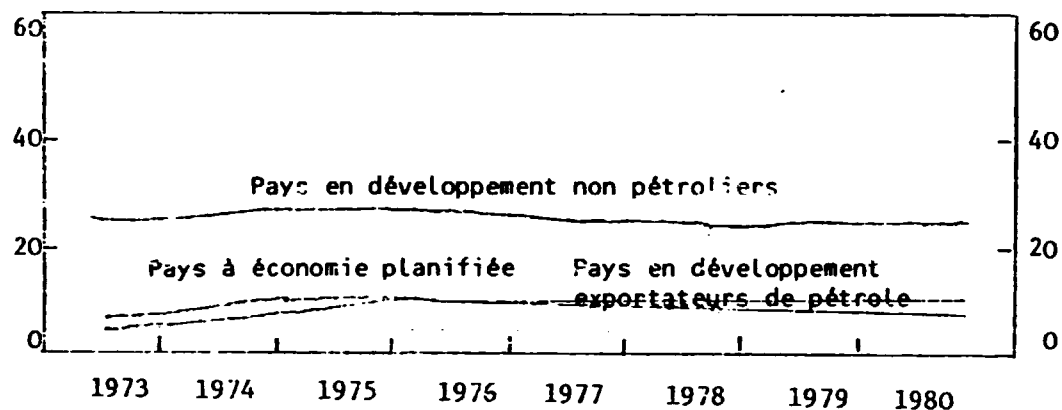
Graphique 2

Part des créances internationales dans la totalité
des créances bancaires



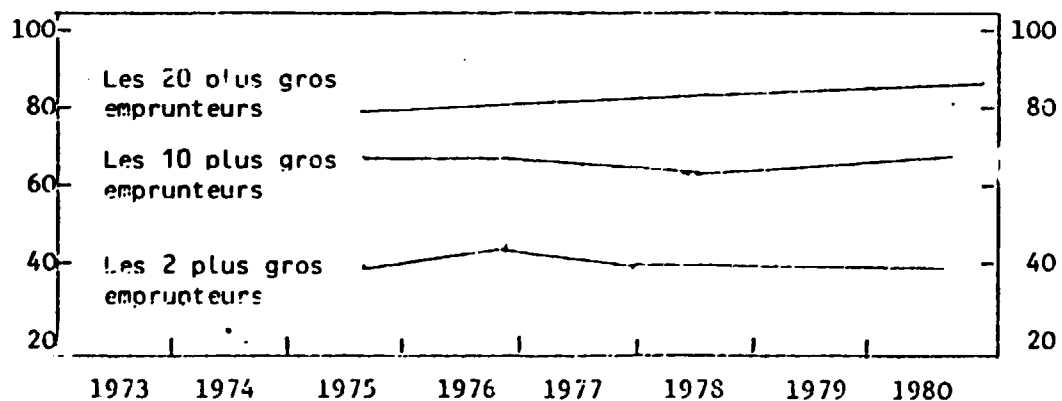
Graphique 3

Part des pays en développement et des pays à économie planifiée
dans les créances bancaires internationales



Graphique 4

Part des plus gros emprunteurs parmi les pays en développement
non pétroliers dans la totalité des créances
dont ces pays sont débiteurs



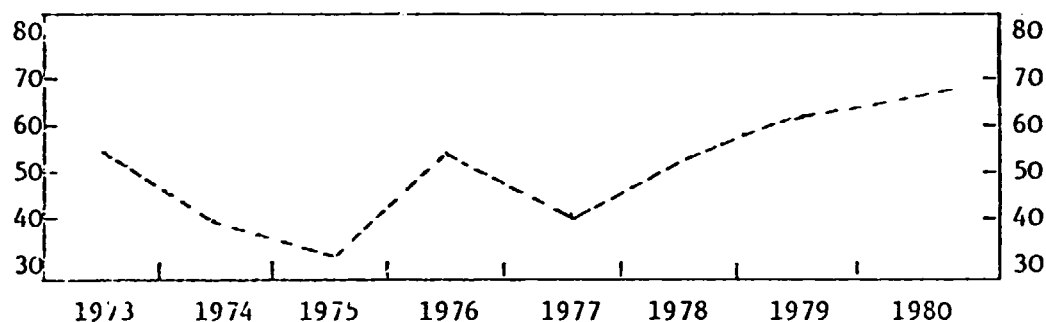
Source : Banque des Règlements internationaux, Bâle, juillet 1981.

- c) Il est également difficile de prévoir une augmentation importante de la part attribuée aux pays qui, jusqu'à présent, n'ont pu accéder facilement au marché privé des capitaux, pour des raisons de solvabilité ou parce qu'ils ont estimé qu'il était plus prudent de ne pas emprunter.

d) Enfin, le marché a déjà apporté un pourcentage élevé des capitaux nécessaires pour combler le déficit des comptes courants de certains des pays en développement non pétroliers. En 1980, les emprunts bancaires et obligatoires avaient permis de couvrir près de 70 % du déficit de leurs comptes courants, à des conditions très défavorables (graphique 5).

Graphique 5

Rapport entre emprunts bancaires et obligatoires d'une part,
la somme des déficits de comptes courants et
des augmentations de réserves d'autre part
(en pourcentage)



Source : Banque des Règlements internationaux, Bâle, juillet 1981.

Nécessité d'une action internationale pour accroître les flux de capitaux

12. Quelle que soit l'importance de ces tendances en termes de capitaux disponibles pour aider l'économie des pays en développement, le système bancaire international montre déjà des signes d'extrême prudence. Dans son rapport annuel (juin 1982), la Banque des Règlements internationaux (BRI), considérée comme la banque centrale des banques centrales, a exprimé la crainte que le système financier international n'évolue vers une réduction globale des crédits qui toucherait durement les pays en développement. La BRI ne propose aucune solution spécifique, si ce n'est une "coopération internationale active". Le rapport très réservé de la Banque conclut que "le contraste entre un monde, à la fois intégré sur les plans économique et financier et morcelé sur le plan politique, est frappant et troublant".

13. De même, l'une des conclusions importantes de l'étude de ces tendances par la Banque mondiale est la nécessité de "changements durables" dans la façon de financer la croissance économique réelle des pays en développement. Pour payer

Les produits importés à des prix plus élevés, de nombreux pays en développement ont combiné, au cours des années 70, les emprunts à court terme et les ponctions sur leurs réserves. Ces mesures sont, par définition, des expédients provisoires. La Banque mondiale conclut : "Il est certain que les pays en développement devront emprunter davantage à l'avenir, en s'adressant aussi bien aux sources privées qu'aux sources officielles, mais bon nombre d'entre eux devront prendre de nouvelles mesures - ou intensifier leurs efforts - pour accroître les exportations ou remplacer les importations, afin que les déficits futurs soient supportables."^{1/} L'objectif principal consiste à axer l'effort de développement sur des changements de structure dans les économies des pays en développement. La coopération internationale doit tendre de plus en plus à faire pencher la balance en faveur du développement global à long terme au lieu de procéder à des ajustements à court terme qui engendrent la stagnation, le chômage et des excédents de capacité dans les pays développés.

Points à examiner concernant l'offre de financement

14. Les participants sont priés d'examiner les points suivants :

- Quelles sont les conséquences d'une part accrue du financement privé sur les perspectives d'industrialisation des pays en développement, compte tenu de sa versatilité et de la répartition inégale des flux ainsi que de leur tendance relativement défavorable quant aux conditions et à la durée des prêts ?
- Est-il probable que le financement commercial soit assez bon marché et de suffisamment "bonne" qualité pour permettre la croissance des pays en développement non pétroliers ?

Compte tenu de la baisse de l'APD, le flux de capitaux dans les pays en développement dépendra moins des besoins de ces pays en matière de développement et traduira davantage leur capacité et leur volonté d'emprunter. Cette capacité semble être en baisse, comme l'indique la progression, pendant les années 70, du ratio du service de la dette qui est passé de 12 à 14 % des recettes fournies par les exportations entre 1970 et 1975, de 17 à 20 % entre 1975 et 1980^{2/}.

^{1/} Banque mondiale : "Rapport sur le développement dans le monde 1981", Washington, 1981.

^{2/} Ce chiffre, très important, est cependant inférieur à la réalité si l'on tient compte des crédits commerciaux à court terme. Dans cette hypothèse, on a atteint en 1980 un ratio égal à 50 % des recettes fournies par les exportations. Voir annexe dans Bank Review, avril 1982.

d'autre part, malgré la proportion modeste des flux de capitaux internationaux dans les pays en développement, les créances brutes des banques sur les pays en développement non pétroliers sont passées d'environ 50 % du capital bancaire total en 1975 à 61 % en 1978.

- Quelle devrait raisonnablement être la limite du financement par les banques privées du déficit en ressources extérieures des pays en développement non pétroliers ?
- Dans quelle mesure les pays les moins avancés et les pays en développement à revenu moyen pourraient-ils obtenir un financement sur les marchés internationaux des capitaux ?

En raison de la hausse des taux d'intérêt et de la durée plus courte des prêts, la croissance en termes bruts des emprunts observée de 1970 à 1980 ne s'est pas traduite par une croissance comparable des transferts nets. Selon la Banque mondiale, en 1970, après amortissement et paiement des intérêts, les pays en développement disposaient d'environ 43 % des fonds empruntés pour financer leurs importations (ou pour accroître leurs réserves). En 1980, ce chiffre n'était plus que de 22 %. Si la tendance actuelle devait se poursuivre, les pays en développement n'emprunteraient plus que pour financer le service de leurs dettes accumulées.

- Est-il probable qu'il y ait, pendant le reste de la décennie et la prochaine décennie, un transfert net de ressources pour financer le développement ?
- Compte tenu des tendances du financement international résumées ci-dessus, quelles prévisions peut-on raisonnablement faire quant à l'importance des différentes sources de financement ?

La demande de capitaux internationaux : perspectives pour les pays en développement

Projections des besoins des pays en développement

15. Cette section passe en revue des scénarios et des projections faisant autorité sur le développement futur de l'économie mondiale en général et les perspectives d'industrialisation en particulier. Ces projections déterminent un certain besoin global d'investissements des pays en développement, et précisent le volume de la demande de ces pays sur le marché international des capitaux pour maintenir une croissance donnée. Comme d'habitude, ces projections considèrent des hypothèses à "forte croissance" et à "faible croissance".

On estime dans le présent document que la quantification précise des différentes variables est assez peu importante. Ce qui est important, c'est plutôt de savoir dans quelle direction et avec quelle intensité la communauté internationale devrait faire porter ses efforts pour améliorer au maximum le niveau et la qualité de vie des quatre milliards d'habitants que compteront les pays en développement en l'an 2000. Une étude détaillée de ces modèles est présentée dans un document d'information établi pour la présente Consultation^{3/}. A titre d'exemple uniquement, nous résumons ci-dessous deux modèles, le modèle Interfuturs de l'OCDE et le modèle LIDO de l'ONUDI, qui sont respectivement le moins ambitieux et le plus ambitieux. Il convient de noter qu'aucun de ces deux modèles n'inclut la Chine, pour laquelle des estimations séparées ont été présentées dans le cas du modèle LIDO.

16. Une étude récente de l'OCDE montre que la demande extérieure est à l'origine des deux tiers de la croissance économique de ses pays membres pour 1980 et des quatre cinquièmes pour 1981. Ces conclusions confirment de manière éclatante le rapport de l'OCDE^{4/} intitulé "Interfuturs : face aux futurs" destiné à "présenter une évaluation des différents schémas possibles d'évolution à long terme de l'économie mondiale en vue d'en préciser les implications pour les choix stratégiques s'offrant aux Etats membres en ce qui concerne leurs relations avec les pays en développement". On peut en résumer les résultats de la façon suivante :

- a) De 1981 à l'an 2000, la croissance du PIB des pays en développement devra être de 6,5 % par an pour que le taux de croissance des pays industrialisés atteigne 4,5 %.
- b) L'industrie des pays en développement devra progresser de 7,6 % par an pour que le taux de croissance industrielle des pays développés soit de 4,3 %.
- c) La part des pays en développement dans la valeur ajoutée manufacturière mondiale sera de 16 % en l'an 2000.
- d) Les investissements bruts annuels dans les pays en développement, qui se sont élevés à 280 milliards de dollars en 1980, devront atteindre 578 milliards en 1990 et 1 085 milliards en l'an 2000 (voir tableau 5).

^{3/} R. Kitchen : "Financial requirements for manufacturing investment in developing countries to the year 2000", document d'information.

^{4/} OCDE, "Interfuturs : face aux futurs", 1979, page 292. Les résultats résumés dans le présent document concernent le scénario A, c'est-à-dire celui qui suppose les plus forts taux de croissance du PIB, pour les pays développés comme pour les pays en développement.

e) Le déficit en ressources des pays en développement persistera donc si le flux net réel de financement non assorti de conditions de faveur n'augmente que de 5 %, comme le prévoit la Banque mondiale, le déficit du financement extérieur sera sensiblement plus important en l'an 2000 et dépassera pour les pays en développement non pétroliers le niveau actuel, 2,5 % du PIB.

17. Un modèle mondial établi par l'ONUDI, le modèle LIDO (Lima Industrial Development Objectives - Objectifs de Lima en matière de développement industriel), calcule la façon dont devront croître certaines variables économiques pour atteindre l'objectif fixé à Lima^{5/}. Les principaux objectifs ne sont pas donnés en chiffres absolus, mais les pays en développement devraient réaliser 25 % de la valeur ajoutée manufacturière mondiale en l'an 2000. Les résultats présentés sont donc très utiles pour étudier les mécanismes d'interdépendance.

Tableau 3

Taux de croissance annuels nécessaires pour atteindre l'objectif de Lima

	<u>PIB</u>		<u>Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier</u>	
	<u>Pays développés</u>	<u>Pays en développement</u>	<u>Pays développés</u>	<u>Pays en développement</u>
Scénario de forte croissance				
1975-1980	2,9	4,7	3,3	5,3
1980-1990	3,7	7,4	4,2	8,7
1990-2000	3,9	8,4	4,3	10,3
Scénario de faible croissance				
1975-1980	2,9	4,7	3,3	5,3
1980-1990	2,5	7,4	2,8	8,9
1990-2000	3,5	7,2	4,0	8,5

Source : ONUDI.

18. La croissance projetée du PIB, qui résulte de ces projections "ambitieuses" (c'est-à-dire du Modèle relatif à l'objectif d'industrialisation de Lima - modèle LIDO), permet de prévoir pour les pays en développement les augmentations suivantes du revenu par habitant.

^{5/} La valeur en dollars des calculs présentés dans le modèle LIDO se fonde sur les prix de 1975; le modèle exclut la Chine de toutes ses projections.

Tableau 4

Projections du PIB d'après les scénarios de Lima
à "forte croissance" et à "faible croissance"

	<u>1980</u>	<u>1990</u>	<u>2000</u>
PIB dans les pays en développement (milliards de dollars)	1 100	Forte croissance 7 397	Forte croissance 5 223
		Faible croissance 2 245	Faible croissance 5 029
Population dans les pays en développement (millions)	2 290	2 944	3 668
PIB par habitant dans les pays en développement	480	Forte croissance 814	Forte croissance 1 424
		Faible croissance 763	Faible croissance 1 370
PIB par habitant dans les pays développés	5 030	Forte croissance 6 786	Forte croissance 9 427
		Faible croissance 6 041	Faible croissance 8 074

19. Le caractère modéré du modèle LIDO (qui est la plus ambitieuse de toutes les projections établies pour l'économie mondiale) se reflète dans la projection qu'il donne du PIB par habitant pour les pays en développement - 1 370 dollars en l'an 2000, soit 17 % du PIB par habitant prévu pour les pays développés à cette date, alors qu'il ne représentait, en 1980, que 9,5 % du PIB de ces pays. Le tableau 5 indique les flux d'investissements annuels calculés dont auraient besoin les pays en développement en 1990 et en l'an 2000 pour atteindre l'objectif de Lima et les chiffres correspondants des projections de l'OCDE.

Tableau 5

Projections des flux annuels d'investissements dans les pays en développement,
pour 1990 et l'an 2000, d'après Interfuturs de l'OCDE
et d'après le modèle ONUDI/LIDO*
(milliards de dollars de 1975)

Modèle Année	<u>Interfuturs de l'OCDE</u> Scénario A		<u>ONUUDI/LIDO</u>			
	Montant brut des investissements	Investissements dans l'industrie manufacturière**	Montant brut des investissements***		Investissements dans l'industrie manufacturière ****	
			Forte croissance	Faible croissance	Forte croissance	Faible croissance
1990	578	103	1 661	625	131	130
2000	1 085	215	2 016	918	415	293

* En 1980, le montant brut des investissements a été estimé à 280 milliards de dollars.

** Pour plus de détails sur le calcul des investissements dans l'industrie manufacturière selon le modèle de l'OCDE, voir le document d'information établi par R. Kitchen.

*** Dans le modèle ONUDI/LIDO, le calcul des investissements est fondé sur l'hypothèse que les investissements équivalent à 30 % du PIB (hypothèse de forte croissance) ou à 25 % du PIB (hypothèse de faible croissance) dans les pays en développement.

**** Pour plus de détails sur le calcul des investissements dans l'industrie manufacturière d'après le modèle ONUDI/LIDO, voir le document d'information du Secrétariat de l'ONUUDI.

Considérations spéciales intéressant le secteur industriel

20. On s'est rendu compte qu'il se pose un grave problème de définition lorsqu'on essaie d'estimer l'importance des apports de capitaux extérieurs dont a besoin l'industrie. Comme les sources extérieures de financement dégagent des ressources à d'autres fins dans d'autres secteurs de l'économie, il est difficile d'établir de bonnes projections de la part des capitaux extérieurs dans les investissements industriels. Cependant, aux fins d'examen, on a calculé, dans les documents d'information, l'ordre de grandeur de ces flux financiers, en supposant que la part des devises étrangères dans les investissements industriels est d'environ 40 %. Si l'on applique ce coefficient aux chiffres du tableau 5, on a une idée du montant des ressources extérieures dont a besoin l'industrie manufacturière (tableau 6).

Tableau 6

Estimation de l'élément en devises des investissements
dans l'industrie manufacturière, selon différents scénarios*
(milliards de dollars de 1975)

<u>Modèle</u>	<u>Interfuturs OCDE</u>	<u>ONU/DI/LIDO</u>	
		<u>Forte croissance</u>	<u>Faible croissance</u>
<u>Année</u>	<u>Scénario A</u>		
1990	41	52	52
2000	86	166	117

* Calculée en supposant que la part des devises étrangères dans les investissements dans l'industrie manufacturière représentera 40 % du montant total des investissements dans ce secteur figurant au tableau 5.

21. Compte tenu des tendances présentes des marchés monétaires et financiers internationaux, il semble peu probable que les moyens permettent de fournir les apports en capitaux ci-dessus, tant pour le montant total nécessaire aux pays en développement que pour le montant dont a besoin le secteur manufacturier. On ne sait pas à combien se chiffrera ce déficit, les chiffres figurant aux tableaux 5 et 6 n'étant donnés qu'à titre indicatif, mais on suppose qu'il pourrait être important, ce qui freinera sans doute la croissance des pays en développement. Tant que l'on ne prendra pas de mesures pour y remédier, il est peu probable que les pays en développement puissent atteindre le taux de croissance élevé qui est à la fois souhaitable et nécessaire.

22. Au sujet du problème des conditions imposées à l'octroi de prêts à l'industrie, il faut reconnaître que certains pays industrialisés s'inquiètent de l'augmentation du taux de croissance de l'industrie dans les pays en développement et de l'augmentation correspondante des exportations de ce secteur. Il faut toutefois faire remarquer qu'une généralisation fondée sur le taux de croissance peut être trompeuse. Les statistiques antérieures montrent que les exportations d'articles manufacturés des pays en développement vers les pays industrialisés ont augmenté d'à peine plus de 10 % par an au cours des années 70, ce qui s'est traduit par une assez faible augmentation de la part de ces pays sur les marchés des pays industrialisés, passant de 1,7 % en 1970 à 2,9 % en 1978 (voir tableau 7). Même si ce taux de croissance annuel de 10 % devait se maintenir pendant les 20 prochaines années, la part du marché revenant aux pays en développement atteindrait, d'après les projections, 5,5 % au maximum d'ici à l'an 2000.

Tableau 7

Parts des pays en développement dans la consommation apparente de produits manufacturés des pays industriels, 1970-1978

<u>Pays ou groupement commercial</u>	<u>Part de la consommation apparente</u>		
	<u>1970</u> <u>(%)</u>	<u>1978</u> <u>(%)</u>	<u>Variation</u> <u>en %</u>
Australie	2,1	4,8	2,7
Canada	1,2	1,9	0,7
CEE (divers pays)	2,7	4,1	1,4
Belgique	5,6	4,2	-1,4
France	2,1	2,6	0,5
Allemagne	2,3	4,1	1,8
Italie	2,1	3,9	1,8
Pays-Bas	4,9	7,4	2,5
Royaume-Uni	3,3	4,8	1,5
Japon	1,3	1,5	0,2
Suède	2,8	3,1	0,3
Etats-Unis	1,2	2,9	1,7
Onze pays industrialisés	1,7	2,9	1,2

Source : Banque mondiale : "Rapport sur le développement dans le monde 1981", page 24.

Points à étudier touchant la demande de financement extérieur

23. Les participants sont invités à examiner les points suivants :

a) Les flux extérieurs nécessaires ne doivent pas être considérés comme des fonds transférés des pays développés vers les pays en développement mais comme une liste d'achats de biens d'équipement nécessaires à la mise en oeuvre de projets dans les pays en développement. Ces biens d'équipement peuvent être produits en utilisant la capacité excédentaire actuelle des pays industrialisés. Le chômage dans les pays développés est un indicateur de l'existence de cette capacité. Selon la dernière étude réalisée^{6/}, cette capacité excédentaire pourrait s'élever à 10 % de la capacité totale des pays industrialisés si les tendances actuelles se maintiennent. La communauté mondiale se trouve donc devant une alternative :

i) La poursuite de la récession, ou

ii) Une relance sensible de la production dans les pays industrialisés. De même, pour l'ensemble des pays en développement, le choix entre emprunter pour assurer la croissance ou réduire les importations se traduit dans la plupart des cas par une croissance moins forte (ou, pour beaucoup de pays, nulle). Remettre ce choix en question serait une preuve irréfutable d'une interdépendance mondiale, mettant en évidence le caractère mutuel des intérêts dans un jeu à somme non nulle, et constituant un défi à relever pour toute l'humanité.

- Serait-il réaliste de suggérer que les besoins non couverts en devises nécessaires pour assurer les investissements dans l'industrie manufacturière des pays en développement, qui s'élèveront à environ 50 milliards de dollars en 1990 et à plus de 100 milliards de dollars en l'an 2000, seront satisfaits ?

b) Il faut étudier le coût des fonds empruntés pour le développement industriel (ou autre). L'économie mondiale se trouve aujourd'hui dans une situation où le taux d'intérêt réel (c'est-à-dire la différence entre le taux nominal et l'inflation) a atteint un niveau record, si l'on excepte la malheureuse expérience du début des années 30^{7/}. Ce taux est maintenant d'environ 8 % dans les pays développés, mais il est beaucoup plus élevé pour de nombreux pays en

^{6/} Voir "The Economist", 5 juin 1982, page 67.

^{7/} J.M. Parly, J. Métais, M. Poix : "L'influence de nouvelles politiques macroéconomiques des pays industriels sur les perspectives du développement", document d'information.

développement. Ceux-ci doivent aux banques commerciales environ 300 milliards de dollars sous forme de créances libellées en dollars. Si l'on tient compte de ce que les cours en dollars des matières premières qu'ils exportent ont baissé d'environ 15 % pendant l'année dernière (pour l'ensemble des pays en développement, les prix relatifs des produits de base sont au plus bas depuis les années 50), le taux d'intérêt réel de la dette extérieure est d'environ 30 % en moyenne. Dans ces conditions, c'est-à-dire avec des taux d'intérêt réels compris entre 8 % et 30 % en moyenne (et pour certains pays, comme les pays exportateurs de cuivre, de sucre, etc., beaucoup plus), la croissance ne paraît guère être réalisable. Tout "bon" projet industriel exige, pour sa réalisation, des investissements en matière d'équipement, de construction, de constitution de stocks, etc. Sa rentabilité deviendrait douteuse, en particulier à cause de ces taux d'intérêt réels élevés qui peuvent réapparaître à l'avenir.

- Quel projet industriel peut-on réaliser dans un pays en développement avec des taux d'intérêt nominaux supérieurs à 15 % ?
- Quelle est la conséquence sur les projets et programmes industriels en cours de taux d'intérêts réels compris entre 9 % et plus de 30 % ?
- Compte tenu de ces taux d'intérêt fluctuants, existe-t-il une technique permettant de prouver le bien-fondé d'un projet industriel ?

- - - - -



٢

